

LA JUSTICE, AU BANC DES ACCUSÉS.

MédiaChartres aborde aujourd'hui, **LE** sujet d'actualité qui fâche le monde judiciaire.



La justice bientôt en « déliquescence » ?

Source JDD : Pour désengorger les tribunaux, les prisons et toutes les institutions judiciaires, la Place Vendôme et la Place Beauvau, en concertation avec le gouvernement, ont décidés d'exhumer une dépêche interministérielle (Justice et Intérieur), datée de mai 2021, qui incite *les magistrats* à « classer sans suite les affaires jugées trop anciennes ou pour lesquelles aucune enquête n'a été menée », un boulevard trois



étoiles, à toutes les dérives (***)

Réactions et frondes immédiates des intéressés, tous sont vent



debout !

« Cette dépêche est humiliante et infantilisante, classer sans

suite alors qu'il y a des victimes, ça n'est pas pour ça que je suis devenu procureur. » (citation).



Et la réforme de la police judiciaire rendrait la situation plus catastrophique encore.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/11/03/reforme-de-la-police-judiciaire-une-veritable-regression-dans-la-lutte-contre-le-crime-organise_6148336_3232.html

<https://policeetrealites.com/>

Les Forces de Sécurité Intérieure dans l'actualité médiatique



Article complet, sur le site (abonnés 1€)

leJDD
Le Journal
du Dimanche

<https://www.lejdd.fr/Societe/pour-reduire-le-stock-de-dossiers-bloques-dans-les-commissariats-les-magistrats-pries-de-classer-sans-suite-4145531>

Situation ubuesque mais pas inédite dans l'histoire de la justice, combien d'innocents ont été condamnés à payer des fautes pour les autres. Parallèle avec le cas de la justice aujourd'hui, qui va devoir payer désormais la surdité et le

laxisme, des gouvernements successifs à son égard (la vie est injuste et réserve souvent des surprises) .

<http://L. n° 2019-222, 23 mars 2019, de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice Cons. const. 21 mars 2019, décis. n° 2019-778 DC>



Pour **MédiaChartres**, les plus « pénalisés-es » dans ce nouveau cadre, sont et seront, les plaignants-tes, qui n'obtiendront (pour beaucoup) **jamais**, justice et réparation.



Karine Relin

JUGEMENT ou ENCOURAGEMENT ?

MédiaChartres, en parallèle de « l'affaire du Maire de Lèves » a compilé une série d'articles, ayant pour thème « les agressions sexuelles », et le constat est sans ambiguïté !

La Justice fait t'elle preuve de clémence, dans l'expectative d'avoir à juger des « cols blancs » ? (qui sont déjà, nombreux à être passé à la barre d'un tribunal.).

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Col_blanc_\(classe_sociale\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Col_blanc_(classe_sociale))

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/eure-et-loir/eure-et-loir-le-maire-de-leves-condamne-pour-harcelement-moral-2588492.html>



Pourtant, **le Président E. Macron**, avait pris des engagements et donné des garanties sur le sujet (amnésie ou début de alzheimer) ?

RAPPEL :

<https://www.gouvernement.fr/action/loi-renforçant-l-action-contre-les-violences-sexuelles-et-sexistes>

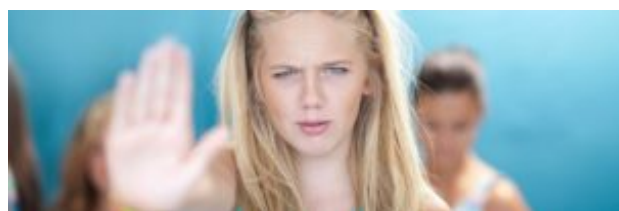
Voici des exemples criants:

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/250722/pour-une-loi-qui-accorde-une-reelle-priorite-aux-traitements-des-violences-sexuelles>

<https://blogs.mediapart.fr/edition/violences-sexuelles-la-justice-defaillante/article/220722/recit-dune-femme-victime-de-violences-conjugales-et-de-se>

<https://blogs.mediapart.fr/edition/violences-sexuelles-la-justice-defaillante/article/180722/violences-sexuelles-la-justice-doit-devenir-reparatrice-p>

<https://blogs.mediapart.fr/edition/violences-sexuelles-la-justice-defaillante/article/060422/lettre-dune-victime-de-viol-non-reconnue-par-la-justice>





C'est NON !

https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_MeToo

A la lecture de ces témoignages, nous ne pouvons que nous émouvoir des traitements des victimes et ... des jugements !

La Justice, va t'elle prendre enfin conscience, de l'**urgence** de revoir la nature des peines pour les accusés et de la prise en compte du désespoir et du traumatisme psychologique à long



terme, des victimes ?

MédiaChartres apporte son entier soutien, à toutes les femmes victimes de harcèlement sexuelle, ou de violence !

soutien

Clara Hirsch

CASSER SA TIRELIRE.

MédiaChartres a une mauvaise nouvelle, pour les **Élus-es** qui c'étaient fait voter une « **subvention** » pour se défendre en justice , sans que cela ne sorte de leur poche, simplement avec avec l'argent des contribuables.

La Justice indépendante, refuse à présent, de cautionner dans le cadre « d'égaréments des mêmes Élus-es» , **censés donner l'exemple.**





En effet, **le Maire de la Ville d'Istres**, charmante petite Ville du Sud de la France, en à fait l'amère constatation, lors de l'une de ses dernières comparutions au Tribunal.



Source: –Marsactu- Jean-Marie Leforestier (20/07/2022)

La justice interdit au maire d'Istres de faire payer sa défense au contribuable.

Le tribunal administratif estime que François Bernardini a contrevenu à la loi en sollicitant la prise en charge de ses frais d'avocat. **Celui-ci fait l'objet d'une enquête pour corruption du parquet national financier.**



C'est un nouveau coup dur pour le Maire d'Istres François Bernardini. Après avoir reçu au début du mois de juillet la synthèse du PNF (parquet national financier) qui envisage de le renvoyer en correctionnelle, il a été destinataire d'une décision négative du tribunal administratif. Celui-ci lui interdit de faire payer ses honoraires d'avocat au contribuable istréen. [...]

-suite de l'article, sur le site-

MédiaChartres, suggère à beaucoup d'entre eux, d'être prudent et de remplir leur tirelire, d'économiser pour l'avenir, car très souvent, « **l'histoire se répète** » ...

Une jurisprudence qui ne sera pas sans conséquence, pour les autres Maires/Adjoints et Élus-es , voyous de France !



Yves Dubois

DÉMOCRATIE/ JUSTICE, UN BEL EXEMPLE.

MédiaChartres étant sur la même ligne éditoriale que notre confrère, nous publions le résultat du procès qui l'opposait à l'État.



Une autre version (plus moderne) du: « Pot de terre, contre le

pot de fer », rien de politique que de l'information brute.

Une victoire symbolique, pour la liberté d'expression, la Presse et la démocratie.

La Rédaction

Extrait:

[Perquisition à Mediapart :](#)
[la justice condamne l'État dans l'affaire Benalla](#)



Dans un jugement du 6 juillet 2022, le tribunal de Nanterre a condamné l'État pour sa tentative de perquisition des locaux de Mediapart du 4 février 2019, la jugeant « *ni nécessaire dans une société démocratique, ni proportionnée à l'objectif poursuivi* ». Ordonnant l'exécution provisoire du jugement, le tribunal condamne l'État à nous verser 10 000 euros au titre des frais de justice.

[Un article d'Edwy Plenel, à lire en accès libre](#)

Partager



Afin de garantir la liberté totale de notre rédaction, Mediapart a fait le choix de ne pas être financé par des milliardaires, de ne pas recourir à la publicité, de ne pas recevoir d'aides publiques à la presse. C'est ce modèle qui nous permet d'enquêter librement sur la présidence Macron comme sur le financement du clan Sarkozy par la dictature libyenne. Sur les falsifications du professeur Raoult comme sur les méthodes de barbouzes du groupe LVMH et de son patron Bernard Arnault.

Avec une conviction : tout ce qui est d'intérêt public doit être rendu public.

En sanctionnant l'abus de pouvoir étatique, ce jugement rappelle la nécessité vitale, en démocratie, d'une justice indépendante et d'une presse libre. Mais il en souligne aussi la fragilité.

QUAND LA JUSTICE, « PREND L'EAU » ...

Pour une fois, **MédiaChartres** relais un avis du quotidien local, portant sur une déclaration (1) du **Président du TDC** (Tribunal de commerce) de Chartres, et le partage.



Il est exacte, dommage et incompréhensible, que ce **haut lieu chargé d'histoire**, soit totalement laissé à l'abandon par les institutions (?)

(1)« Depuis ma prise de fonction, il y a donc maintenant deux ans, je tente de faire réparer le toit de ce beau bâtiment dont l'étanchéité a rendu l'âme, aggravée par les désordres d'un chantier mitoyen. Rien n'y fait, chaque forte pluie inonde les locaux du greffe qui sont dans un état déplorable. Les infiltrations dans les murs ont même atteint le réseau électrique et le font parfois disjoncter. Les peintures de la salle des pas perdus cloquent comme tout le monde a pu le voir, mais les services administratifs régionaux (SAR) restent inactifs et silencieux à nos réclamations. Les chefs d'entreprise que nous sommes ont, eux aussi, compris qu'à l'arrivée cela coûtera dix fois plus cher à remettre en état, mais nous ne savons plus quoi faire à ladite inertie administrative

François Robinet.

(source: Échos républicain).

MédiaChartres, espère que cette « **supplique** » sera entendue, quelle trouvera « **audience** » et que le Ministère de tutelle, fera preuve de ... **jugement** (?)

Clara
Hirsch



ENQUÊTE SUR LES SYNDICS DE COPROPRIÉTÉS -1-

MédiaChartres, à débuté une enquête de fond, sur les

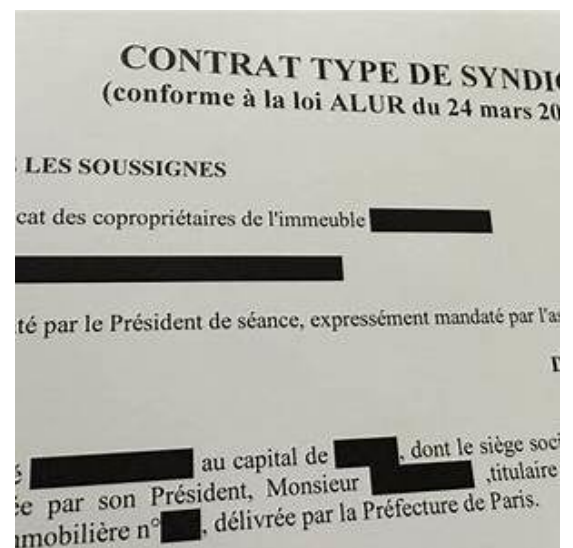
« agissements » de certains



syndics de copropriétés locaux et les premiers résultats sont édifiants !

Nous avons interrogé de nombreux propriétaires dépendants de ces syndics et les témoignages vont tous dans la même direction.

Des actes « obscures » facturés à prix d'or, des attitudes toujours « borderlines », des prestations fantômes (visites annuel et comptes rendus, charges surévalués, etc), des documents et renseignements appartenant légalement aux propriétaires comme, le (prés-état daté, et l'état daté) qui s'imprime en un clic de souris et facturés près de ... 400 euros ?



Travaux imposés avec « prestataires habituels » et avec appels de fonds anticipés (de la trésorerie à moindre frais).

Travaux rarement effectués dans les temps, mais faisant office de banquier.

Une liste non-exhaustive et nous reviendrons très largement sur ce sujet (...)

A lire :

https://www.lemonde.fr/argent/article/2020/10/09/copropriete-six-armes-pour-reprendre-le-pouvoir-face-au-syndic_6055345_1657007.html

Et :

<https://www.dismoimondroit.fr/comment-regler-un-conflit-avec-son-syndic-de-copropriete/>

Ou encore :

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15189>

Et pour finir :

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=GPAAnlemkx-LcZB5BEMRqAPxnFFJbCxjZfqxFzwqAFRg=>

-Le temps va très sérieusement commencer à se couvrir pour les Syndics, à partir du 01/01/2022

« **Journal officiel du 9 septembre 2021** » .

MédiaChartres, vous dévoilera, comment les « officines de l'obscur » se font aider par des « partenaires » aussi « scrupuleux » qu'eux, Notaires, Artisans, fonctionnaires, Mairies etc

Une enquête et un dossier, qui passionne **MédiaChartres** !

Martine Leroy

AU RALENTI !

Vous êtes nombreuses et nombreux, à nous demander pourquoi nous avons ralenti les publications **MédiaChartres**.

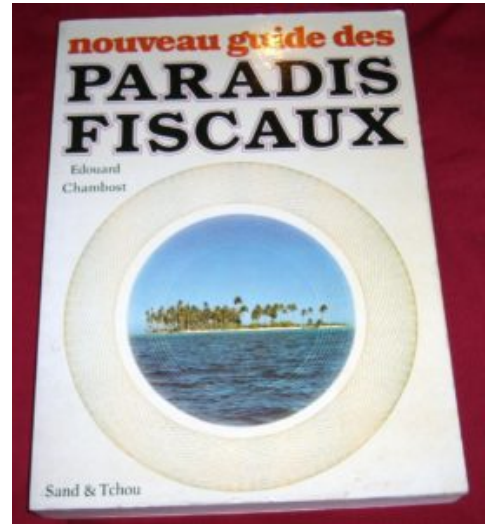


Pour ne rien vous cacher (**contrairement à beaucoup**), étant membre du syndicat qui à enquêté et révélé l'affaire des « **PANDORA PAPERS** », nous étions (comme vous pouvez vous en douter), »**légèrement occupé**« .

Nous vous prions, de bien vouloir nous excuser, pour ce bref arrêt du son et de l'image, mais il nous semble, que cela en valait la peine.

https://www.huffingtonpost.fr/entry/pandora-papers-dou-vient-c-e-chiffre-de-11-300-milliards-de-dollars_fr_615b1c04e4b05040d1ddd62f

Les choses devraient rapidement, reprendre un cycle normal.



La Rédaction

TOLERANCE POUR . . . « CERTAINS » .

Nous sommes en droit de nous demander « pourquoi des véhicules sont chaque jours stationnés devant les portes de la Mairie, sans JAMAIS avoir de PV« ?

Question légitime et MédiaChartres y répond.
Mairie- -portes de la

Simple et imparable, il suffit de coller sur le pare-brise, **un précieux sésame**, comme celui que nous avons surpris, ou une vignette « **spéciale exo Chartres Métropole** » , de . . . **2019** (?) (mise à jour, depuis cette publication).



Tous égaux en droit (pas si sur) pour beaucoup, l'abus de pouvoir et de privilèges, tourne même au mode de vie !



Et surtout, pas question d'inquiéter les « favoris » du Château.

<https://www.lefigaro.fr/automobile/2019/02/26/30002-20190226ARTFIG00207-asvp-des-pouvoirs-tres-limites.php>

Martine
Leroy

**ou vignette-
Métropole -**

**- Logo
- les anti-PV Chartres**



Liberté, égalité, fraternité . . . stationnement !

MédiaChartres, soucieux de livrer une information libre et sans contrainte, évoque ici des manquements notables à l'égard du second principe dans la vie de la cité.

La vitesse rue Chanzy, à été limitée à **30 km/h**, cette mesure ne nous choque pas, et nous avons constatés que des contrôles radar y étaient régulièrement organisés par la Police municipale.

Mais, quitte à verbaliser les réfractaires, autant le faire

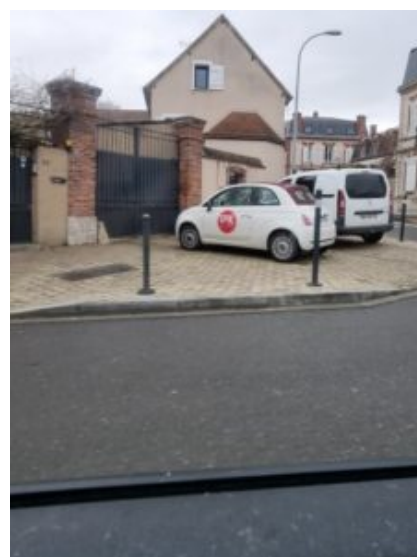
complètement, sans ménagement ni passe-droit, non ?

Or, ce qui nous dérange, c'est que parallèlement aux excès de vitesse « certains résidents » et « automobilistes » s'octroient le droit de stationner sur les trottoirs, face à la seule caméra de surveillance de la rue, du **CSU** (centre de surveillance urbain), mais qui surveille quoi et qui, juste . . . la sécurité et le bien être d'un Maire ?



Certainement pas les véhicules sur le trottoir, les mêmes que nous retrouvons en toute illégalité et tous les jours pavoisant en plein centre ville.

D'après nos constatations, ce sont des véhicules « dispensés de tout », puisque ayant un lien direct avec la Mairie (...)



Plus besoin pour eux de coller la vignette de résident sur le pare-brise (la dernière datant de 2016) !

Certains tutoie et appellent même les Agents de la PM, par leur prénom ...

En résumé, si votre véhicule est identifié comme « **intouchable** », ou si il arbore un autocollant sur les portières, une cocarde d'avocat, ou encore « travaillant » pour la Ville/l'Agglo ou fait partie d'un Club financé par ces

derniers, cela vous dispense de facto, de respecter la loi et vous êtes immunisés d'office contre les problèmes, réservés à Monsieur et Madame tout le Monde.

Dans ces conditions, peut-on encore parler d'égalité, peut-être . . . ? mais certainement pas de justice.

Martine Leroy

https://mediachartres.fr/wp-content/uploads/2021/06/20210220_154144.mp4

Le stationnement et les privilèges . . . !

Pour **MédiaChartres**, comme pour toutes les personnes qui veulent stationner en centre ville, difficile d'échapper aux parkings obligatoires de plus en plus nombreux et plus chers (**voir notre article du 26 Mai**).

Mais, « **certains** » n'ont pas ce problème, pour eux les parkings font souvent l'objet de gratuité ou payés par les contribuables, car inclus dans les frais mensuels des bénéficiaires (privilège de la fonction ou relation (?) les

deux fonctionnent très bien).



D'autres s'octroient tous les jours des portions de rues complètes, pour eux même ou leur personnel, même si ils bénéficient pourtant d'emplacements aménagés sur-mesure: (livraisons, 15 minutes ou dépose minute) mais il faut croire que cela n'est pas suffisant (?)

De plus en plus de personnes sont révoltés par les systèmes de « **privilèges** » .



Tolérance contractuelle, échange de « bons procédés », toutes les suppositions sont possibles, et certains ont même récemment renommé une rue concernée: «Rue sans loi»



La Police Municipale, affirme ne pas faire de différence et verbaliser tous les contrevenants, sauf que . . . films en 'caméra cachée' et constats d'huissier, prouvent le contraire

et contredisent sans ambiguïté ses affirmations !

Le (**Gotha local**), va très vite devoir respecter la loi, sous peine de voir les associations, saisir le **tribunal administratif**, et **MédiaChartres** publier sans relâche, des articles sûr les contrevenants.

Serge Maloude